

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête sur les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste

- Audition, ouverte à la presse, de Mme Florence Bergeaud-Blackler, chargée de recherche au CNRS 2
- Présences en réunion 16

Mercredi
22 octobre 2025
Séance de 17 heures 30

Compte rendu n° 13

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

**Présidence de
M. Xavier Breton,
Président de la commission,
puis de
Mme Caroline Yadan,
Vice-présidente de la
commission**



La séance est ouverte à dix-sept heures trente.

M. le président Xavier Breton. Madame Bergeaud-Blackler, vous avez récemment publié un ouvrage intitulé *Le frérisme et ses réseaux*, dans lequel vous analysez les différentes stratégies déployées par ce mouvement pour s'implanter dans nos territoires. Vous y soulignez également comment certains discours ou pratiques politiques facilitent cette implantation. Nos travaux portant sur les mouvements islamistes en France et leurs stratégies pour établir des liens avec des élus nationaux et locaux, nous souhaiterions vous entendre sur les éléments recueillis au cours de votre enquête. Je souhaite donc vous soumettre trois premières questions en guise d'introduction.

Premièrement, comment définiriez-vous l'islamisme en tant qu'idéologie et partagez-vous le constat, formulé à plusieurs reprises devant notre commission, d'une hybridation entre frérisme et salafisme ?

Deuxièmement, vous indiquez dans votre ouvrage que les mouvements fréristes auraient choisi d'infiltrer les courants altermondialistes de gauche au motif que ces derniers, de nature composite, estiment nécessaire de « *s'allier coûte que coûte, y compris avec des mouvements dont on ne connaît pas exactement les intentions* ». Il en résulterait une défense de thèmes communs, tels que la cause palestinienne particulièrement depuis le 7 octobre 2023, par des groupes aux objectifs politiques pourtant fondamentalement opposés. Pourriez-vous approfondir ce point ?

Troisièmement, vous soulignez l'importance de bien connaître les stratégies islamistes pour pouvoir les combattre. La recherche dans ce domaine est-elle, selon vous, suffisante ?

Je vous prie préalablement de nous déclarer tout intérêt public ou privé de nature à influencer vos déclarations et vous invite, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958, à prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je vous invite donc à lever la main droite et à dire « je le jure ».

(Mme Florence Bergeaud-Blackler prête serment.)

Mme Florence Bergeaud-Blackler, chargée de recherche au CNRS. Je réponds à votre invitation avec d'autant plus d'intérêt que j'alerte depuis plusieurs années sur les collusions possibles entre des islamistes légalistes, comme les Frères musulmans, et certains partis politiques.

Je travaille depuis plus de trente ans sur les normativités islamiques en tant que docteur en anthropologie et, dans mon avant-dernier ouvrage intitulé *Le frérisme et ses réseaux*, j'explique comment les fréristes investissent l'arène politique, non pas en créant des partis islamistes, conscients qu'ils n'auraient aucune chance de l'emporter par les urnes, mais en utilisant ce que je nomme des partis « coucous ». De la même manière que l'oiseau pond ses œufs dans le nid d'une autre espèce pour qu'elle les couve, les Frères musulmans exploitent les partis, les institutions et les associations comme ils l'ont toujours fait depuis leur fondation en Égypte en 1928, c'est-à-dire de façon discrète, par influence et sans confrontation frontale.

Cette méthodologie, qui s'est affinée en Europe, s'inspire parfois de l'expérience trotskiste, mais elle repose avant tout sur les recommandations de Youssef al-Qaradâwî, figure religieuse sunnite qui reste le mentor le plus influent du frérisme au XXI^{ème} siècle, notamment dans les sociétés libérales sécularisées. En résumé, il ne préconise pas de recourir directement

à la violence pour islamiser une société, mais de la rendre progressivement compatible avec la charia. Ce rejet apparent de la violence ne découle pas d'un refus de principe mais d'un simple calcul d'efficacité qui postule que dans des sociétés technologiquement et militairement puissantes, la violence s'avère vouée à l'échec. La méthode privilégiée est donc la subversion, entendue comme l'utilisation des forces et des atouts d'une société contre elle-même.

La période qui a suivi les massacres du 7 octobre a mis en pleine lumière ces connexions que j'avais déjà étudiées. Deux importantes enquêtes récentes, publiées par Nora Bussigny et Omar Youssef Souleimane, que votre commission a auditionnés, montrent clairement ces convergences militantes entre La France insoumise et d'autres partis de la gauche radicale d'une part, et les réseaux fréristes qui se présentent sous l'étiquette plus acceptable de défenseurs de la cause palestinienne d'autre part. Il existe donc des alliances militantes avérées puisque des élus LFI comme Mathilde Panot, Thomas Portes, Louis Boyard, Rima Hassan ou encore Ersilia Soudais participent à des manifestations aux côtés d'acteurs proches du Hamas ou du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) tels qu'Urgence Palestine ou Perspectives musulmanes. Dans ces cortèges, les slogans reprennent la rhétorique islamiste avec des références au « *déluge d'Al-Aqsa* » (appellation donnée par le Hamas à l'attaque du 7 octobre), la dénonciation de l'État français « colonial » ou encore des appels à l'*intifada*. Tout cela est rigoureusement documenté.

Il importe de rappeler que le Hamas n'est pas un mouvement de résistance mais un groupe terroriste créé pour éradiquer Israël au nom de l'*Oumma*, c'est-à-dire de la nation islamique. Son projet n'est pas uniquement territorial mais également religieux et messianique. La charte fondatrice de 1988 prévoit explicitement la suppression d'Israël, désigné comme « *entité sioniste* ». Certains soutiennent que le document de 2017 aurait adouci cette position, mais il n'en est rien, puisque ce texte, qui ne fait qu'amender la charte initiale, conserve des éléments extrêmement problématiques tels que le déni de l'existence du peuple juif en Palestine, l'affirmation du caractère islamique et sacré de l'ensemble du territoire, la légitimité de la lutte armée ou encore la centralité de la cause palestinienne pour l'*Oumma*. Selon ce document, la Palestine incarne donc « *l'âme de l'humanité, la conscience vivante* » pour l'ensemble des musulmans du monde. La seule différence notable avec la charte fondatrice réside dans la disparition de la rhétorique antisémite explicitement fondée sur le Coran et la Sunna, ainsi que dans l'effacement du lien avec les Frères musulmans, qui demeure mais a été volontairement gommé.

Si les manifestations se sont multipliées depuis le 7 octobre, montrant cette alliance de façon manifeste, la convergence est en réalité ancienne. Ce qui a changé, et doit aujourd'hui nous alerter, c'est l'ampleur des mobilisations et surtout l'alignement d'une partie de la presse de gauche qui, autrefois relativement neutre, relaie désormais massivement la propagande et la terminologie du Hamas et des réseaux fréristes internationaux. Les exemples abondent. En décembre 2008-2009, lors de la guerre à Gaza qui déclenche l'opération de représailles « Plomb durci », les chiffres des victimes civiles sont amplifiés par la propagande et relayés en France par certains partis de gauche. *L'Humanité* titre alors « photos du carnage », « Gaza martyrs », « massacres » et va jusqu'à évoquer un « Gaza Holocauste ». Ces publications provoquent des manifestations auxquelles participent Lutte Ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire, le Parti ouvrier indépendant, le Parti de gauche, le NPA, le Parti communiste et la CGT. On y brandit des portraits du cheikh Yassine, fondateur du Hamas, et de Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, tandis que l'Union des organisations islamiques en France (UOIF), vitrine des Frères musulmans, défile également.

En 2014, l'ayatollah Khamenei qualifie Israël de « *chien enragé* » et parle de « *génocide* » contre Gaza, tandis que le général Qassem Soleimani promet de transformer le ciel et le sol de Gaza en enfer pour les sionistes. Des roquettes s'abattent sur Israël en visant des civils et Israël réplique après avoir averti la population et en ciblant les tunnels. Un bombardement sur l'hôpital Al-Wafa suscite l'émotion, mais le Croissant-Rouge confirmera que le Hamas utilisait l'établissement comme bouclier humain. Là encore, le scénario se répète presque à l'identique. François Hollande et Laurent Fabius condamnent dans un premier temps l'agression du Hamas mais, après une tribune virulente de Dominique de Villepin publiée dans *Le Figaro* et saluée par la gauche, le gouvernement finit par parler lui aussi de « *massacre* » et exige un cessez-le-feu. Pour autant, cette inflexion est jugée tardive par le Parti des Indigènes de la République, qui jure que le PS paiera le prix de son hésitation aux élections présidentielles de 2017. La branche jeunesse de l'UOIF, les Jeunes musulmans de France, exprime également son mécontentement auprès de Martine Aubry et menace de sanctions électorales. Dans le même contexte, *L'Humanité* publie une tribune de Salah Hamouri, militant du FPLP. À travers toute la France, des cortèges scandent « *Soutien total et inconditionnel à la résistance palestinienne* », reprenant ainsi une rhétorique déjà installée.

Le 19 juillet 2014, une manifestation interdite par la préfecture est maintenue par le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF). Alain Pojolat, cofondateur et porte-parole du NPA, convoqué devant le tribunal de grande instance (TGI) de Paris pour cet appel, reçoit le soutien de jeunes communistes, de députés socialistes, d'élus d'Europe Écologie Les Verts et de personnalités politiques telles que Jean-Luc Mélenchon, Clémentine Autain ou Arlette Laguiller. Le cortège du collectif Cheikh Yassine, proche du Hamas, s'y joint en fin de manifestation. La presse couvre largement l'événement, mais ce sont principalement les médias de gauche et d'extrême gauche qui relaient ces éléments. C'est également à cette époque que Tariq Ramadan déclare sur LCI que le Hamas n'est pas une organisation terroriste, mais une structure comparable au Congrès national africain (African National Congress, ANC) sud-africain, autrefois classé comme telle. Ce qui s'est produit le 7 octobre 2023 n'est donc qu'une amplification de phénomènes déjà bien présents mais que nous avons refusé de voir.

N'oublions pas, enfin, la manifestation contre l'islamophobie de 2019, où nous avons vu défiler, aux côtés du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) (dissous en 2021 pour son implication dans l'assassinat de Samuel Paty) des personnalités comme Elias d'Imzalène qui, en 2024, appellera publiquement à l'*intifada* dans les rues de Paris. Rappelons que le terme signifie littéralement « *soulèvement* » et correspond à un appel explicite à l'insurrection populaire contre une autorité jugée illégitime.

Alors, cette alliance militante correspond-elle à une alliance idéologique ? Dans un article publié dans la revue *Cités*, intitulé « *Le problème de la gauche avec l'islamisme sur la postérité française de Chris Harman* », j'expliquais que la gauche avait, dès les années 1980-1990, théorisé une possible convergence avec l'islamisme. Pour Chris Harman, militant britannique dont la position peut être comparée à celle de La France insoumise aujourd'hui, l'islam ne se réduit pas à une force conservatrice et peut au contraire constituer une puissance révolutionnaire. Selon lui, l'islamisme n'est qu'une conséquence traumatique de la domination impérialiste et, moyennant certains correctifs, une alliance devient envisageable. Harman écrit notamment que « *de nombreux individus attirés par les versions radicales de l'islamisme peuvent être influencés par les socialistes, à condition que ces derniers maintiennent une indépendance politique vis-à-vis des formes d'islamisme, tout en saisissant les occasions d'entraîner des islamistes individuels dans des formes de lutte véritablement radicales à leurs côtés* ». L'objectif n'est donc pas d'intégrer les organisations islamistes dans leur globalité mais de capter des individus afin de renforcer un mouvement révolutionnaire que la gauche radicale appelle de ses vœux.

La gauche s'appuie pour cela sur la lutte contre l'islamophobie, instrument qu'elle utilise pour séduire les musulmans tout en les maintenant dans la peur. Cette stratégie figurait déjà dans les projets des Frères musulmans dès les années 1990, bien avant que le terme ne soit explicitement formulé. Si le rapport du Runnymede Trust au Royaume-Uni fut le premier document officiel à l'employer, l'idée de combattre la haine antimusulmane et anti-islam existait dès les années 1980 chez Youssef al-Qaradâwî, comme je l'expose dans mon livre.

Dans cette logique, Houria Bouteldja, fondatrice du Mouvement des Indigènes de la République et sorte de relais entre islamisme et gauchisme, déclarait à propos de Jean-Luc Mélenchon, candidat en 2022 : « *Dans ce magma, il y a un butin de guerre qui s'appelle Mélenchon. C'était une espèce de laïcard de dingue et aujourd'hui il dit des choses qu'il n'aurait jamais dites il y a quinze ans* ». L'expression « *prise de guerre* » montre clairement son positionnement du côté islamiste. Elle reconnaît d'ailleurs avoir été inspirée tout au long de son parcours par Tariq Ramadan.

Les frontières demeurent ainsi poreuses entre islamisme, indigénisme et mouvance décoloniale, et tous aspirent à instrumentaliser la gauche. Leur stratégie repose sur l'utilisation de partis « coucous », infiltrés pour transformer progressivement l'ADN de ces formations politiques et les amener à servir leur projet d'islamisation de la société. Ils s'appuient pour cela sur une définition particulièrement mobilisatrice de l'islamophobie.

Je souhaiterais vous diffuser une vidéo illustrant parfaitement la méthode employée pour islamiser la gauche. Est-ce techniquement possible ?

M. Xavier Breton, président. Nous aurions dû être informés à l'avance du contenu exact de ce document, mais vous pourrez nous le transmettre ultérieurement pour que nous puissions l'intégrer à notre documentation.

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Dans cette vidéo, nous pouvons voir Elias d'Imzalène, qui appartient à Perspectives musulmanes, un groupe islamiste dont l'objectif affiché est de réislamiser la gauche, s'exprimer sur la chaîne Parole d'honneur face à des militants du NPA. Il y propose une définition singulière et révélatrice de l'islamophobie, qu'il formule en ces termes : « *L'islamophobie, pour nous, ce n'est pas simplement un problème de droits individuels, c'est systémique. L'islamophobie, c'est tout ce qui entrave la construction et le développement de la communauté, son expression visible et politique, que ce soit en France ou ailleurs. Il nous faut donc développer et protéger les initiatives de la communauté, rendre légitime son expression visible et politique* ». Cette définition implique, en substance, que toute entrave à l'islam politique est assimilée à une forme d'islamophobie et, pour saisir pleinement la portée de cette affirmation, il convient d'adopter le prisme islamiste. Dans une perspective non islamiste, s'opposer à l'expression d'un parti politique islamique dans l'espace public suffit à être taxé d'islamophobie, ce qui soulève déjà de sérieuses difficultés, mais dans la vision islamiste, toute entrave au devoir de propager l'islam constitue une agression caractérisée. Le musulman qui se voit limité dans son droit de pratiquer et d'inviter autrui à embrasser l'islam se perçoit comme agressé, ce qui déclenche un devoir de défense.

Cette réaction renvoie au concept de *djihad* défensif, théorisé par Ibn Taymiyyah, érudit des XIII^{ème} et XIV^{ème} siècles dont l'influence irrigue aussi bien les salafistes stricts que les Frères musulmans. Il le décrit comme une obligation individuelle pour tout musulman face à une agression, et sa conception a été reprise et réinterprétée par des figures centrales comme Saïd Qotb, idéologue des Frères musulmans, ou Abdullah Azzam, mentor d'Oussama Ben Laden et d'autres personnalités marquantes des réseaux islamistes. Ce *djihad* défensif peut

prendre des formes diverses selon les contextes. Il ne suppose pas nécessairement le recours aux armes mais peut se manifester par des moyens subversifs non directement violents, qui permettent tout à la fois de se défendre et d'attaquer. C'est dans ce cadre que certains islamistes français, à l'instar de d'Imzalène, cherchent à imposer leur conception du droit d'être musulmans en tout lieu et selon leurs propres modalités, au nom même de leur citoyenneté française, et considèrent cette démarche comme un devoir impérieux.

Dans le même temps, les cadres de La France insoumise adoptent progressivement le vocabulaire et les thématiques issues de la sphère islamiste. Dans la vidéo que j'évoquais, nous constatons ainsi que la gauche radicale reprend désormais des termes naguère réservés à la rhétorique islamiste, tels que la « *libération de la Palestine* » au même titre que la libération du prolétariat, ou encore des expressions telles que « *résistance* », « *génocide* » et « *sioniste* » utilisées pour désigner l'ennemi idéologique. Ces vocables ne visent plus uniquement les Juifs, mais également ce que certains qualifient de « Juifs cachés », assimilés aux capitalistes ou à d'autres figures adverses. Symétriquement, le vocabulaire islamiste s'est gauchisé pour séduire la gauche et l'on y retrouve désormais des concepts empruntés aux traditions révolutionnaires comme la « *révolution permanente* », la « *résistance des opprimés* » ou la « *convergence des luttes* », directement inspirés des thèses décolonialistes et de la lutte des races. Il s'agit bien d'un processus de traduction mutuelle, la gauche adoptant la terminologie islamiste tandis que l'islamisme reformule ses concepts pour en faciliter l'appropriation et la diffusion au sein des institutions de gauche.

Grâce à cette hybridation, les islamistes ont su imposer l'idée selon laquelle les Palestiniens sont opprimés en raison de leur identité musulmane, une condition étendue à l'ensemble de la planète. C'est la raison pour laquelle, dès le 7 octobre, des manifestations d'ampleur mondiale ont émergé. Il ne s'agissait pas seulement de la « rue arabe », mais bien de l'*Oumma*, une mobilisation transnationale de la communauté musulmane. Rappelons que les Arabes ne représentent que quatre cinquièmes des musulmans dans le monde, alors que de Londres à Johannesburg et de Kuala Lumpur à Paris, ces rassemblements ont montré un phénomène global.

Le fonctionnement de cette alliance islamo-gauchiste s'explique tout autant par des motifs idéologiques et militants que par des calculs clientélistes visant à séduire un électorat musulman au vote relativement concentré. Dans certaines municipalités, des accords existent entre des maires et des frères musulmans qui s'érigent en porte-parole autoproclamés de la communauté, bien qu'ils ne disposent d'aucun mandat officiel. Il est frappant de constater que cette population, bien que peu mobilisée électoralement, suit néanmoins les consignes diffusées par ces intermédiaires. Les chiffres l'attestent puisque, selon un sondage Ifop de juin 2024, 62 % des électeurs musulmans ayant participé aux élections européennes ont voté pour La France insoumise. Il faut ajouter que 59 % des musulmans se sont abstenus, mais les votants actifs forment un bloc électoral fortement concentré.

S'agissant enfin de la distinction entre courants religieux conservateurs et mouvances salafistes ou fréristes, je considère qu'il n'existe pas de différence doctrinale fondamentale entre le salafisme piétiste et l'islamisme frériste. Le courant salafiste strictement conservateur n'a pas vocation, en principe, à s'implanter durablement dans un pays non musulman. Le salafiste pieux doit accomplir sa *hijra*, c'est-à-dire émigrer vers une terre d'islam. Par conséquent, il n'existe pas de collectif salafiste piétiste structuré en France, cette démarche relevant d'initiatives individuelles et de formes limitées de prosélytisme.

Nous observons en revanche l'émergence d'hybrides que je qualifie de « frérosalafistes », des salafistes qui, étant dans l'incapacité d'émigrer pour des raisons personnelles ou professionnelles, acceptent de participer à la prédication (*Dawah*) telle que promue par les Frères musulmans. Ces croyants orthopraxes, qui privilégient l'exactitude de la pratique, s'intègrent de fait dans le projet idéologique frériste, particulièrement dans les classes populaires. En définitive, l'offre islamique organisée en France relève essentiellement du fondamentalisme, avec une prédominance frériste, les Frères musulmans étant les seuls à proposer un projet structuré, compatible avec la présence en pays non musulmans et exempt de caractère explicitement illicite.

C'est ce mouvement qui s'est arrogé le droit de légitimer une telle existence en terre de mécréance, bien que la majorité des musulmans ne se reconnaissent pas dans ces courants organisés. Lorsqu'ils pratiquent leur religion, ils suivent en effet les prêches dispensés dans la mosquée locale, rattachée à leur communauté d'origine, et leurs lectures proviennent essentiellement des librairies islamiques et des mosquées. La grande majorité de ces ouvrages, traduits en français, relèvent de l'obédience salafiste et véhiculent par conséquent un islam fondamentalement incompatible avec les valeurs et le mode de vie européens. Ce constat revêt une importance capitale car, si les Frères musulmans et les salafistes demeurent relativement minoritaires dans l'ensemble de la population musulmane, cette minorité se renforce significativement parmi les jeunes générations. Un sondage particulièrement révélateur, dont je vous communiquerai les références précises, démontre que 58 % des jeunes musulmans âgés de 18 à 25 ans privilégient la charia aux lois de la République. Nous assistons ainsi à une réislamisation remarquablement efficace, orchestrée notamment par les Frères musulmans et amorcée dès les années 1980-1990, puisque nous en sommes désormais à la troisième génération réislamisée et que les résultats de cette entreprise apparaissent de manière manifeste.

Je n'aborde pas ici le cas des non-pratiquants, qui relève d'une autre problématique. Les musulmans pratiquants nés en France se réfèrent en effet à une littérature salafiste francophone, dont ils adaptent les préceptes à divers degrés de pratique. Dans mon étude, centrée sur l'offre religieuse disponible, j'ai constaté que les prédicateurs les plus influents sur internet appartiennent au courant frérosalafiste, ces prédicateurs parfaitement francophones s'adressant aux jeunes et à leurs parents en traitant de leurs préoccupations quotidiennes, contrairement aux imams importés des pays d'origine des migrants.

Il existe également des musulmans qui ne se reconnaissent pas dans cette offre religieuse dominante, car ils pratiquent l'islam chez eux, observent une alimentation halal à différents degrés et entretiennent un rapport plus personnel à la religion. Enfin, nous devons mentionner tous ceux qui ont quitté l'islam mais ne le déclarent pas ouvertement, catégorie particulièrement difficile à quantifier.

M. Xavier Breton, président. Vous évoquez à plusieurs reprises « la gauche » alors que, dans vos ouvrages, vous utilisez plutôt les termes « ultra-gauche » ou « gauche radicale ». Pourriez-vous préciser votre position à ce sujet ? Vous référez-vous effectivement à la gauche dans son ensemble ou spécifiquement à une fraction de celle-ci ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Ma langue n'a pas fourché. J'observe en effet une évolution notable entre 2008, 2014 et 2023, puisque les forces de gauche sont de plus en plus nombreuses à se rapprocher de ces mouvements qualifiés de propalestiniens, qui constituent selon moi des mouvements islamistes instrumentalisant une cause permettant de rallier la gauche. Je maintiens donc mes propos et considère que tant que la gauche Front Populaire, en particulier, n'aura pas clairement pris ses distances avec une gauche dite radicale

(LFI et NPA notamment) qui manifeste des positions antisémites, je ne vois aucune raison de les distinguer. Toute alliance avec des partis s'exprimant ainsi et faisant cause commune avec l'islamisme constitue une forme de complicité.

Si, dans mon ouvrage publié en 2023, je me réfère principalement à la gauche radicale, c'est parce que nous n'avions pas encore assisté aux événements survenus cette même année et à la réaction timorée de la gauche Front Populaire face à l'antisémitisme, non pas en tant que tel mais dans son expression islamiste. Loin de marquer leur désapprobation, des médias comme *Le Monde*, *Libération* ou *La Croix* ont trop facilement relayé la propagande du Hamas, alors qu'ils disposaient de tous les moyens nécessaires pour prendre leurs distances avec celle-ci. Les développements observés depuis 2023 sont donc particulièrement étonnants.

M. Matthieu Bloch, rapporteur de la commission d'enquête sur les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste. Je tiens à vous remercier pour votre exposé, votre présence et votre courage, car vous abordez un sujet particulièrement sensible où nous percevons rapidement des menaces, révélatrices d'un problème substantiel. Vos travaux apparaissent absolument essentiels pour préserver l'unité nationale face à des forces séparatistes qu'il est indispensable d'identifier et de combattre avant qu'elles ne puissent provoquer le chaos qu'elles recherchent.

J'aimerais revenir sur la question des manifestations. Nous avons auditionné différents auteurs qui ont relevé la présence de personnalités politiques à diverses manifestations organisées par des collectifs tels qu'Urgence Palestine. Selon eux, la participation active de ces élus aux côtés de personnes prônant l'idéologie islamiste démontre factuellement l'existence de liens étroits entre ces élus et la mouvance islamiste. Vous nous avez confirmé partager cette analyse. Pourriez-vous préciser s'il s'agit, selon vous, d'un simple opportunisme politique et électoral, d'une adhésion idéologique plus profonde avec un véritable lien structurant, ou d'une combinaison des deux ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Mon propos liminaire démontrait justement qu'il ne s'agit pas uniquement d'une alliance militante opportuniste et qu'il existe de véritables convergences idéologiques, probablement fondées sur un malentendu. Dans mon article publié dans la revue *Cités*, j'expliquais ainsi que Chris Harman avait commencé à théoriser un rapprochement avec l'islamisme, alors qu'initialement la gauche se montrait méfiante à l'égard de ces mouvements conservateurs et inégalitaires. Les théoriciens ont défini les conditions d'une alliance avec l'islamisme en déterminant ce qu'ils pouvaient accepter, à savoir le caractère révolutionnaire, la défense des plus démunis et la lutte contre le capitalisme, et ce qu'ils rejetaient, en particulier l'inégalité entre hommes et femmes ainsi que la substitution de la racialisation du conflit social à la lutte des classes. Ils ont cependant sous-estimé leurs interlocuteurs, qui maîtrisaient parfaitement leur propre idéologie. Lorsque des islamistes comme Elias d'Imzalène s'adressent à la gauche, ils adoptent sciemment un vocabulaire qui lui est familier, en des références qui résonnent favorablement à ses oreilles. La gauche croit ainsi, conformément à son programme initial, n'avoir affaire qu'à des individus en rupture avec l'islam traditionnel et naturellement attirés par ses valeurs, alors qu'il s'agit en réalité d'une ruse délibérée des islamistes pour la séduire. Ces derniers ont fait élire, excusez-moi de ce propos, pas les plus malins et les plus intelligents des députés dont le comportement à l'Assemblée nationale est révélateur, et cette manœuvre se révèle parfaitement intentionnelle, car les islamistes étudient depuis longtemps les écrits de la gauche afin de chercher à la manipuler. La plus franche à ce sujet demeure Houria Bouteldja, qui parle de « *prise de guerre* », confirmant ainsi qu'ils travaillent depuis longtemps à piéger la gauche pour l'intégrer à leur sphère d'influence.

M. Xavier Breton, président. Je tiens à préciser que nos collègues, qui ont été démocratiquement élus, méritent le même respect que tous les autres.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Le CCIF a longtemps bénéficié d'une importante visibilité médiatique en France avant sa dissolution par Gérard Darmanin à la suite de l'assassinat de Samuel Paty. Cette organisation s'est reconstituée à Bruxelles sous l'appellation Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE). Pourriez-vous expliciter les liens qui existent entre le CCIF, le CCIE et les Frères musulmans ? Êtes-vous en mesure d'établir des connexions entre cette organisation, sous ses deux dénominations, et certains partis politiques français ? Pourriez-vous également préciser l'ancienneté de ces relations, sachant que le CCIE a récemment été invité par un député au sein même du Palais Bourbon ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Marwan Muhammad, fondateur et porte-parole du CCIF, s'est exprimé à plusieurs reprises, notamment dans une vidéo où il explique que l'on ne peut interdire aux musulmans de rêver que la France devienne un jour une société islamique. Ces rares documents démontrent clairement son positionnement islamiste frériste. Il convient cependant de distinguer les Frères musulmans assermentés, qui ont prêté serment à la confrérie et œuvrent dans le secret, des fréristes, ces individus flattés ou achetés par la confrérie pour diffuser son message à l'extérieur. Le CCIF appartient manifestement à cette frérosphère, composée de fréristes porteurs de l'idéologie mais rarement aussi explicites que l'a été Marwan Muhammad dans cette vidéo, document précieux car unique. Les fréristes se gardent généralement d'exposer leurs stratégies de subversion et ne commettent pas l'erreur de dévoiler les ruses qu'ils emploient pour transformer une société. Néanmoins, après trente ans d'observation de ces milieux, je peux affirmer que le discours de Marwan Muhammad correspond parfaitement aux propos tenus dans les cercles fréristes depuis les années 90, leur principe fondamental restant de présenter une façade acceptable.

Dans une société inclusive craignant par-dessus tout d'être taxée de racisme ou de discrimination, le CCIF a adopté une tactique particulièrement efficace : fonder un collectif contre l'islamophobie et se poser systématiquement en victime. Cette stratégie de victimisation persiste uniquement parce qu'elle fonctionne et, si elle devenait inopérante, les frères adopteraient immédiatement une autre approche tactique.

Les procédures judiciaires ont établi un lien entre le CCIF et ceux qui ont conduit le meurtrier de Samuel Paty à commettre cet acte, puisque l'influence du CCIF s'est exercée par divers canaux, contribuant à légitimer l'assassinat du professeur. Ce lien demeure indirect, et nous ne pouvons pas affirmer que le CCIF a tué Samuel Paty, mais l'influence exercée apparaît néanmoins manifeste.

Le CCIF s'est donc immédiatement retrouvé dans le collimateur de la police et du ministère de l'intérieur après la promulgation de la loi de 2021 sur le séparatisme. Pour éviter sa dissolution administrative, l'organisation a préféré s'autodissoudre, manœuvre qui lui a permis de transférer ses activités à Bruxelles. Ce transfert se résume simplement à prendre un train pour Bruxelles, à ouvrir une boîte aux lettres puis à revenir en France pour poursuivre ses activités sous une nouvelle dénomination. Le logo du CCIE comporte d'ailleurs une petite partie grisée à l'extrémité du E permettant d'y voir CCIF, un véritable pied de nez qui révèle que le CCIF poursuit ses activités à Bruxelles sous un autre nom, perpétuant son travail de victimisation mais également de démolisation. Car répéter constamment à la population musulmane qu'elle subit des discriminations structurelles de la part de l'État constitue un discours particulièrement violent, surtout pour ceux qui y adhèrent. La spécialité du CCIF consiste précisément à propager l'idée que les musulmans sont détestés et cette rhétorique

alimente manifestement un vote musulman, puisque tous les partis qui évoquent une discrimination systémique ou une islamophobie d'État ont effectivement engrangé des voix issues de l'électorat musulman.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. En février 2021, Frédérique Vidal, alors ministre de l'enseignement supérieur, annonçait la commande d'un rapport sur l'islamo-gauchisme dans l'université. Comment expliquez-vous que ce rapport n'ait jamais vu le jour ? Quelle est votre analyse du concept d'islamo-gauchisme ? Existe-t-il une complaisance pour l'idéologie islamiste dans l'enseignement supérieur français ? Le cas échéant, quelle est son ampleur ? Existe-t-il des liens entre des organisations universitaires, d'étudiants ou de professeurs et la mouvance islamiste ? Ces organisations ont-elles des liens avec des partis politiques ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Je documente précisément ces liens dans mon ouvrage *Le frérisme et ses réseaux*. Les universités constituent des espaces où la gauche radicale exerce une influence considérable, non pas en nombre, mais par sa capacité à se faire entendre et à organiser des événements accueillant des personnalités de la frérosphère, que ce soit au nom de la Palestine, contre l'islamophobie ou contre les discriminations. Les militants de la frérosphère pénètrent ainsi l'université par le biais de ces canaux spécifiques.

Les islamistes ont théorisé dès les années 1980 ce qu'ils nomment « l'islamisation de la connaissance », démarche qui vise à produire un savoir compatible avec la charia et l'islam. Ainsi, face à des travaux sur l'égalité hommes-femmes, ils proposeront plutôt une version de féminisme islamique, compatible avec la charia. Tous les domaines de connaissance se trouvent déclinés dans une version islamique et cette approche fait disparaître les savoirs universels au profit de savoirs situés et de connaissances relatives. Ce relativisme, également porté par certaines écoles de sociologie ou d'anthropologie, a marginalisé ceux qui défendaient l'idée d'une science universelle, les empêchant de s'exprimer et de publier leurs travaux.

Depuis que je développe une analyse critique de l'islamisme, mes travaux ont été largement ignorés ou, lorsqu'ils étaient considérés, systématiquement dénigrés. Nous n'assistons pas à un véritable débat intellectuel mais à des joutes militantes où la légitimité doit constamment être prouvée. Dans cette perspective, l'existence d'un phénomène social objectif ne peut plus être démontrée puisque toute connaissance est considérée comme située. Le savoir objectif n'existe plus, remplacé par des batailles de subjectivité. Si vous ne disposez pas d'un groupe de soutien, personne ne vous écoute. Voilà ce qu'est malheureusement devenue l'université, particulièrement dans le domaine des sciences sociales.

Concernant la demande de rapport sur l'islamo-gauchisme formulée par la ministre, elle outrepassait manifestement ses prérogatives, car une telle initiative doit normalement transiter par des comités. Sa démarche comportait donc une part de risque institutionnel. En revanche, lorsque le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a déclaré quelques mois plus tard que l'islamo-gauchisme n'existait pas, il a adopté une position parfaitement idéologique et dépourvue de tout fondement scientifique. Personne n'a encore démontré ni l'existence ni l'inexistence de ce phénomène, précisément parce que ce travail de recherche n'a jamais été mené. Nous demeurons donc dans un flou qui profite évidemment aux forces dominantes dans les universités, particulièrement celles qui nouent des alliances avec les islamistes.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. À l'université, et plus généralement, nous constatons une jeunesse très mobilisée sur la question de Gaza, puisque de nombreux jeunes participent à des manifestations animés par le bon sentiment, qui peut d'ailleurs être tout à fait légitime, de vouloir protéger la population civile de Gaza. Les auteurs que nous avons déjà auditionnés, après

avoir été en immersion dans ces manifestations, ont relevé que ces jeunes ne disposaient finalement pas des clés de décryptage nécessaires sur la situation de Gaza ni sur l'histoire d'Israël et de la Palestine. Ils ont observé en particulier leur incapacité à définir le sionisme, alors même qu'ils scandent des slogans violents contre celui-ci. En tant qu'universitaire, quelle solution préconiseriez-vous afin d'attirer l'attention des jeunes sur l'extrême complexité de la situation au Proche-Orient, de manière à éviter qu'ils ne deviennent finalement les idiots utiles de la mouvance islamiste en adhérant à une certaine forme d'antisémitisme ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Il convient prioritairement de permettre aux chercheurs tels que moi de revenir enseigner à l'université. Bien que je sois rattachée au CNRS et possède tous les diplômes nécessaires, je me vois systématiquement interdire l'accès à l'enseignement universitaire. Les présidents d'universités ne formulent pas explicitement d'interdiction mais refusent simplement de délivrer les autorisations. Ce phénomène touche également Fabrice Balanche, qui a subi de violents chahuts en amphithéâtre, ou encore Gilles Kepel, qui a perdu sa chaire de sciences politiques à l'École normale supérieure (ENS) en raison de son approche critique de l'islamisme.

Tous les chercheurs adoptant une démarche critique (c'est-à-dire une approche analytique, qu'elle soit positive ou négative) envers l'islamisme se voient systématiquement exclus des campus. Ceux qui refusent d'appartenir aux centres travaillant uniquement sur l'islamophobie ou de devenir des défenseurs institutionnels de cette cause ne peuvent plus accéder aux universités. Parallèlement, nous assistons au scandale absolu de laisser entrer des militants propalestiniens, ou plus exactement islamistes, dans nos établissements et de les autoriser à manifester.

Nous avons tout laissé faire pendant des décennies. Le mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) a ainsi pu accéder librement aux universités alors même qu'il participe, comme je le démontre dans mon dernier ouvrage, à ce que j'appelle le *djihad* économique. Nous devons impérativement relancer les recherches sur l'islamisme, établir clairement la distinction entre islam et islamisme et revitaliser ces travaux académiques aujourd'hui pratiquement inexistantes. Si je souhaite diriger un doctorant sur ces sujets, celui-ci sera menacé, entravé, et je doute de pouvoir constituer un jury de spécialistes suffisamment courageux pour l'accompagner jusqu'à sa soutenance. Notre complaisance envers les intimidateurs a créé un déficit d'expertise dramatique au sein de l'université.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous affirmez dans votre ouvrage que l'économie constitue l'un des domaines d'action privilégiés des mouvements fréristes, dont la manifestation la plus significative serait le marché halal global, avec le développement de produits, processus et espaces halal par et pour les musulmans. Pourriez-vous développer cette affirmation ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Mon dernier livre *Le djihad par le marché* consacre trois cents pages à cette question. Le marché halal n'existait pas avant les années 1980, tout simplement parce que le concept même de halal (signifiant « licite ») n'avait pas de raison d'être dans les pays musulmans où tout était présumé conforme. Ce marché résulte de la rencontre entre néolibéralisme et néofondamentalisme, survenue lorsque les puissances occidentales non musulmanes ont commencé à exporter vers les pays musulmans et, parallèlement, quand des populations musulmanes se sont installées en Europe. Cette configuration nouvelle a engendré la création d'un marché halal, initialement limité à la viande avant de s'étendre à l'ensemble des produits alimentaires. Les idéologies néofondamentalistes, qui dictent la norme halal et la traduisent en instructions pour l'industrie, ont progressivement pris le contrôle des organismes de certification, ce qui leur offre l'opportunité stratégique de

diffuser leurs normes religieuses par le biais du marché. En face, les entreprises (abattoirs, distributeurs, mais également acteurs de la mode pudique, du tourisme halal ou de l'industrie pharmaceutique) y voient l'occasion de développer des niches commerciales lucratives. Ces entreprises fonctionnent comme des « idiots utiles » de droite (car, si j'ai évoqué l'islamo-gauchisme, il existe également un islamo-droitisme) au service de ces fondamentalistes qui propagent leurs normes à travers les mécanismes du marché.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils lutter efficacement contre l'islamisme tout en prévenant toute confusion avec l'islam et toute stigmatisation des musulmans ? Connaissez-vous des exemples étrangers de lutte efficace contre la diffusion de cette idéologie, mis en œuvre dans des pays proches de la France ou ailleurs ?

Mme Florence Bergeaud-Blackler. La question de la stigmatisation des musulmans mérite tout d'abord d'être rigoureusement examinée. Existe-t-elle réellement ? Les personnes de tradition musulmane sont-elles rejetées en raison de leur appartenance religieuse ? Cela n'a jamais été formellement démontré. Une femme émiratie effectuant ses achats aux Champs-Élysées subit-elle de l'islamophobie ? L'épicier indonésien de quartier, apprécié pour ses services, en est-il victime ? Rien n'est moins certain.

Si le racisme et la xénophobie existent indéniablement, ils s'appuient sur des comportements jugés inacceptables puis généralisés à un ensemble plus large. Le nom arabo-musulman constitue un marqueur visible qui peut déclencher des conduites d'exclusion, mais ces mécanismes fonctionnent dans les deux sens, puisque donner à ses enfants un nom arabo-musulman marque délibérément une appartenance et entraîne des réactions. Les conditions d'assimilation doivent donc être négociées par les deux parties. Or nous tendons actuellement à lutter contre les discriminations comme si elles émanaient exclusivement de la population majoritaire envers les minorités, sans considérer que certains groupes minoritaires refusent délibérément l'intégration. À titre d'exemple, les associations islamistes revendiquent ouvertement leur opposition à l'assimilation des musulmans, présentée comme une perte d'identité et d'authenticité, et ce positionnement résulte d'une stratégie délibérée.

Le document de l'Organisation mondiale islamique pour l'éducation, la science et la culture (Isesco), organisation rattachée à l'Organisation de la coopération islamique qui rassemble les 53 États musulmans du monde, est particulièrement révélateur. Ce texte, publié par le Qatar et fortement influencé par les Frères musulmans, s'intitule « Stratégie de l'action islamique culturelle à l'extérieur du monde islamique » et détaille minutieusement cette stratégie de désassimilation ou d'inassimilation que tous nos responsables politiques devraient connaître. En substance, ce document affirme que pour éviter des problèmes de délinquance, il faut admettre que les populations d'origine musulmane sont intrinsèquement musulmanes, qu'elles ne peuvent être autre chose, qu'elles ne pourront jamais s'assimiler et qu'il faut donc les traiter en tant que groupe, sous peine de violences. Ce type de chantage imprègne ce document sur l'action culturelle hors du monde islamique et les groupes islamistes manifestent une volonté délibérée d'empêcher l'assimilation de ces populations.

Au début de ma carrière, il y a plus de 35 ans, j'observais une population musulmane en voie d'assimilation, ce qui se traduisait notamment par leur approche pragmatique de la question alimentaire. Ils s'appuyaient sur le verset 5 de la Sourate 5 du Coran, stipulant que la viande des chrétiens et des juifs était licite, ce qui rendait superflue toute séparation alimentaire. Avec l'arrivée des Frères musulmans, ce discours a été contredit et ces musulmans se sont vu expliquer que les Occidentaux n'étaient pas de vrais chrétiens et qu'ils devaient préserver leur

identité en imposant leurs propres normes. Cette évolution vers la désassimilation s'est considérablement intensifiée mais, au lieu d'analyser ce phénomène objectivement, nous avons préféré adhérer au narratif victimaire, alors que cette victimisation constitue en réalité une stratégie s'inscrivant dans un projet global plus ambitieux.

M. Nicolas Dragon (RN). Je vous remercie, madame, pour vos explications et pour votre courage, car j'ai compris que vous aviez rencontré de grandes difficultés, jusqu'à recevoir des menaces de mort, dans le cadre du travail que vous nous présentez aujourd'hui. Je condamne fermement ces actes et j'imagine que mes collègues partagent cette condamnation.

En mai 2023, vous avez déclaré que vous n'étiez plus qu'une poignée de chercheurs à travailler sur l'islamisme, affirmation qui a été confirmée lors d'une précédente audition. Estimez-vous que d'autres chercheurs craignent de travailler sur ce sujet ? Considérez-vous par ailleurs que le CNRS, établissement public financé à hauteur de plus de 4 milliards d'euros d'argent public, se trouve infiltré, voire gangréné par un islamisme rampant ? Avez-vous, enfin, reçu le soutien des autorités de l'État à un moment ou à un autre ?

Mme Caroline Yadan (EPR). Je vous félicite pour votre courage, tant dans la poursuite de vos recherches que dans votre détermination à témoigner malgré les nombreuses menaces dont vous faites l'objet. Je salue également la mission que vous vous êtes fixée.

Ma première question porte sur les soutiens directs d'élus de la République, de gauche et d'extrême gauche, à des manifestations que vous avez évoquées en début d'audition. Depuis le 7 octobre notamment, de nombreuses manifestations en France ont permis à des participants de tenir un discours d'apologie du terrorisme, de lancer des appels à l'*intifada* ou de saluer les massacres du 7 octobre. Ces manifestations ont également accueilli des associations comme Urgence Palestine, Samidoun, BDS ou Les Soulèvements de la Terre, aux côtés de représentants politiques. La simple présence d'un élu de la République à un tel rassemblement doit-elle nécessairement s'interpréter comme un soutien à l'idéologie islamiste ou s'agit-il plutôt d'un activisme politique, idéologique, voire d'une complicité avec cette idéologie ?

Mon second axe de questionnement concerne l'université. Nous avons tous pu observer les événements survenus hier à l'université Paris 8, où 800 étudiants ont été conviés à un rassemblement glorifiant notamment Georges Ibrahim Abdallah, condamné à perpétuité pour actes de terrorisme, et Mariam Abudaqa, liée au FPLP. Nous avons ainsi assisté à une glorification du terrorisme, et notamment des massacres du 7 octobre, en plein cœur de l'université française. Comment analysez-vous ce laisser-faire ? Vous avez évoqué une stratégie d'entrisme dans ces institutions, mais je m'intéresse davantage à l'attitude de leurs directions. Ce laisser-faire relève-t-il de la peur, d'un réseautage ou d'une adhésion à cette idéologie ? Comment expliquez-vous que ces universités se trouvent aujourd'hui gangrénées par cette parole de haine ?

M. le président Xavier Breton quitte la séance à 18 heures 30. Il est remplacé par Mme Caroline Yadan, vice-présidente de la commission d'enquête.

Mme Florence Bergeaud-Blackler. Vous me demandez si ces acteurs, qu'il s'agisse des responsables politiques dans les cortèges de manifestation ou des directions universitaires, sont des alliés utiles ou des complices, et s'ils adhèrent à l'idéologie islamiste, ce qui est une question particulièrement complexe. J'ai le sentiment qu'il ne s'agit pas d'une véritable adhésion, mais plutôt d'une volonté d'instrumentaliser des groupes qui, sans agir sous forme de *djihad* violent, disposent d'une force de mobilisation capable de porter les revendications de la gauche. C'est précisément ce qu'évoquait Chris Harman, que j'ai cité précédemment : ces

mouvements leur sont utiles car ils portent une parole forte, attirent l'attention, apportent des idées nouvelles et renouvellent le vocabulaire et les objectifs de la gauche marxiste, tout en employant les méthodes de la gauche trotskiste.

Cette instrumentalisation initiale connaît cependant un point de basculement, puisque nous observons aujourd'hui certains députés qui adoptent progressivement l'habitus de l'islamiste, tant physiquement que dans leurs discours et leurs modes de manifestation. Nous les voyons entourés d'islamistes dans les cortèges et un mimétisme s'opère puisqu'ils en reprennent non seulement les mots, mais parfois aussi le sens. L'islamisme exerce sur eux une forme de séduction qui transforme ces « partis coucous » en partis proto-islamistes, où les œufs éclosent. Au lieu de s'en distancier, ces personnalités s'assimilent progressivement à cette nouvelle orientation islamiste. Selon mon analyse, La France insoumise, dans sa trajectoire actuelle, bascule donc vers l'islamisme et l'adoption de normes islamiques. Cette évolution provoque d'ailleurs des remous internes, certains membres claquant la porte en refusant de soutenir le port du voile pour les enfants ou la généralisation du halal. Des tensions très fortes traversent donc le mouvement et nous observons également une volonté, comme avec Rima Hassan, de remplacer les leaders blancs par des leaders autochtones islamisés.

Concernant l'université, la situation diffère, car le milieu universitaire rassemble des enseignants et des chercheurs qui, il faut le reconnaître, manquent souvent de courage et se préoccupent principalement de leur carrière, de leurs étudiants et de préserver leur position dans un environnement extrêmement compétitif, notamment au niveau des idées. Dans ce contexte une bonne idée attire moyens et collaborateurs, tandis qu'une idée jugée mauvaise ne reçoit aucun soutien. Le développement de recherches nécessite donc l'assentiment non seulement des pairs, mais de tout l'environnement universitaire. Choisir une voie difficile comme la mienne signifie se retrouver sans ressources et, de surcroît, sous menaces de mort et protection policière permanente.

Mes collègues me confient souvent qu'ils partagent mon analyse mais refusent de se retrouver dans ma situation, par peur, vis-à-vis de leur famille ou par crainte de mettre leurs étudiants en danger ou de compromettre leur carrière. Le milieu universitaire s'avère ainsi profondément conservateur, reproduisant l'existant sous couvert de recherche et d'innovation, ce qui m'a toujours étonnée.

Je comprends en revanche moins bien les mécanismes à l'œuvre au niveau des directions d'universités et des rectorats, domaines que je connais moins bien, mais je ne conçois pas le risque que prendrait une université en autorisant l'une de mes conférences. À Lille, par exemple, j'avais été invitée par une organisation étudiante mais nous n'avons pas obtenu l'autorisation d'utiliser la salle car l'un des laboratoires, que j'ai parfaitement identifié comme comprenant de nombreux fréristes, a mobilisé ses étudiants pour s'opposer à ma venue sur le campus. La direction a considéré que la situation présentait un certain danger et a donc confirmé le refus d'autoriser ma conférence. À la suite de cela, M. Xavier Bertrand m'a invitée à présenter cette conférence au conseil régional, ce qui a permis sa tenue. Je peux ainsi donner des conférences partout sauf à l'université, alors même que je suis universitaire. La responsabilité du président devrait être engagée, il devrait rendre des comptes, mais rien ne se produit, et c'est précisément là que réside le problème.

Concernant l'exemple de Paris 8 que vous avez mentionné, étant actuellement à Montréal, je n'ai pas suivi cette affaire de près, mais j'ai effectivement vu une affiche présentant des militants palestiniens et islamistes clairement identifiables. Je ne comprends pas comment l'université peut autoriser l'entrée de ces individus, ni pourquoi la presse ne révèle pas leur identité.

Mme Caroline Yadan, présidente. Si vous consultez les réseaux sociaux concernant les événements survenus à Nanterre, vous découvrirez une vidéo extrêmement détaillée comprenant des slogans explicites. Il ne s'agit donc pas simplement d'une affiche.

Mme Florence Bergeaud-Blackler. J'ai visionné cette vidéo et j'ai d'ailleurs interrogé son auteur sur les raisons pour lesquelles il n'avait pas identifié les personnes présentes dans l'amphithéâtre, qui les avait invitées, pourquoi elles s'y trouvaient et quels étaient leurs noms. Il est en effet impératif que les participants à de tels événements soient nommés et assument leurs responsabilités car, dans le cas contraire, nous donnons l'impression que l'université tout entière se trouve en situation de chaos, ce qui est inexact puisque de nombreux collègues accomplissent correctement leur mission. Au lieu d'identifier les responsables, les responsabilités individuelles se trouvent diluées dans l'affirmation que la situation est catastrophique dans les universités, alors que des individus précis en portent la responsabilité et qu'il convient d'enquêter sur leur comportement, d'analyser leurs motivations et bien entendu d'interdire l'accès à l'université à des personnes qui s'apparentent à des terroristes ou à des terroristes potentiels. Ces militants, que nous connaissons, n'ont absolument rien à faire dans un amphithéâtre.

Quant à ma situation personnelle, il est effectivement très coûteux pour ma vie privée d'être sous protection policière, mais le plus pénible demeure l'absence totale de soutien du CNRS, qui est mon employeur. J'observe peut-être même une volonté délibérée de compliquer ma situation en me plaçant dans une position intenable, puisque je suis censée retourner régulièrement sur les campus alors que je fais l'objet de menaces et que ma protection policière me dissuade plutôt de m'y rendre, alors même que je risque d'être sanctionnée pour ce motif. Je ne comprends pas un tel manque d'attention, de soutien et de compréhension, et de telles mesures prises contre les chercheurs indépendants n'encourageront certainement pas mes collègues à s'exprimer pour dénoncer les problèmes.

Je terminerai en affirmant que l'initiative de cette commission d'enquête revêt une importance capitale et constitue la seule de ce type que je connaisse en Europe. Je donne de nombreuses conférences dans divers pays et j'estime que la France est très avancée dans sa lutte contre l'islamisme, malgré toutes les difficultés que j'ai exposées et le chemin qu'il reste à parcourir. Je vous remercie sincèrement, ainsi que les policiers de la République qui m'accompagnent quotidiennement et me permettent de continuer à dispenser mes conférences.

Mme Caroline Yadan, présidente. Vous avez parfaitement raison de le souligner, car la République nous protège et vous protège, ce qui est fondamental.

Je vous propose de compléter nos échanges en répondant par écrit au questionnaire qui vous a été transmis par le rapporteur en préparation de cette audition. N'hésitez pas à apporter des réponses complémentaires aux questions suscitées par nos discussions.

La séance s'achève à dix-huit heures quarante-cinq.

Membres présents ou excusés

Présents. – M. Matthieu Bloch, M. Xavier Breton, M. Nicolas Dragon, Mme Constance Le Grip et Mme Caroline Yadan.

Excusés. – Mme Sabrina Sebaihi et Mme Sandrine Josso.